

Budget principal des dépenses

milliard de dollars, seront de 1.634 milliard en 1983-1984 et de 1.6 milliard en 1984-1985. Le ministre a mentionné qu'il s'agissait là de l'un des plus importants postes du budget. Le coût total de ce programme jusqu'en 1984-1985 sera de 5.042 milliards, soit à peu près la moitié de ce qui a été apparemment investi dans le secteur de la mer de Beaufort. Le gouvernement japonais a fait savoir qu'il se retirait du projet de la mer de Beaufort parce qu'il n'y avait aucune chance de trouver du pétrole dans cette région et, pourtant, le budget montre que nous y avons investi énormément d'argent, soit quelque 2.2 milliards de dollars, et que nous continuerons de le faire. Il est certain qu'il y a de nombreux autres projets reliés à la participation de cette société, comme celui du gaz naturel liquéfié, à Prince-Rupert, qu'il est question d'annuler.

Les Japonais, sur la foi de données qu'ils tiennent de Dome Petroleum, sont arrivés à la conclusion qu'il n'y a pas de pétrole; le gouvernement va-t-il alors continuer de se plier aux critères du programme afin d'avoir l'autorisation de faire ces dépenses énormes qui, à l'heure actuelle, ne sont pas conformes aux critères ou ne devraient pas l'être?

M. Gray: Monsieur le Président, ce programme ne se limite pas à aider Dome Petroleum dans ses activités de prospection et de développement dans la mer de Beaufort. Il soutient également la prospection et le développement dans la région de l'île de Sable, au large de la Nouvelle-Écosse.

M. Forrestall: Et, l'espérez-vous, la construction navale.

M. Gray: Il soutient la prospection et le développement au large de Terre-Neuve. Il soutient, partout au Canada, la prospection et le développement de sociétés qui répondent aux critères. Soit dit en passant, il s'agit de sociétés principalement canadiennes.

Comme mon collègue de l'opposition le fait remarquer, l'argent dépensé en vertu de ce programme pour la prospection et le développement sert indirectement à financer les activités d'autres secteurs, notamment la construction de navires de ravitaillement, de plates-formes et de bien d'autres choses. Même dans le cas de la mer de Beaufort, nous ne parlons pas seulement de Dome, mais aussi d'autres sociétés comme Esso, Gulf et Petro-Canada. Il ne serait donc pas juste de dire, quelle que soit la situation de Dome, que ce programme n'a pas autant de valeur et d'utilité que je le crois pour l'économie canadienne. De la façon dont je comprends le programme, l'argent est certes dépensé à mesure que se font les travaux de prospection et de développement. Les entreprises qui font moins de prospection et de développement ont évidemment droit à moins de fonds de ce programme. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), quand il ira témoigner devant le comité parlementaire compétent qui examinera ces prévisions, se fera sans aucun doute un plaisir d'approfondir la question avec mon collègue.

Je dirais que le programme a fait ses preuves et qu'il continue de se révéler une aide précieuse à l'essor général de l'économie canadienne, dans les secteurs des ressources en particulier, en encourageant la prospection et le développement de sociétés principalement canadiennes. J'ignore ce qui a rendu mon honorable ami à ce point conservateur qu'il semble s'opposer aux activités de prospection de sociétés canadiennes.

M. Skelly: Monsieur le Président, je pense que le ministre a dit que c'était là une des huit dépenses les plus importantes prévues dans le budget. Je voudrais bien que mon collègue du

parti conservateur reconnaisse que c'est son parti qui retarde l'adoption de mesures qui pourraient en fait améliorer la situation des chantiers maritimes.

M. Blenkarn: C'est ridicule, tout à fait ridicule!

M. Skelly: Nous savons tous que de très importants travaux de construction maritime ont été confiés à des chantiers étrangers. Je mets le ministre au défi de me nommer une plateforme de forage dans la mer de Beaufort qui ait été construite au Canada. Quoi qu'il en soit, je reviens au fait que nous n'avons pas le temps de discuter de la question avec le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien). La Chambre a à peine le temps d'effleurer la question. Comme bien d'autres, je suis convaincu que le pays en souffrira si la société dont nous parlons aujourd'hui et qui représente environ la moitié de ces dépenses vient à disparaître.

Vu l'annonce faite par les Japonais aujourd'hui et étant donné que Dome doit environ 4.2 milliards de dollars au consortium de banques canadiennes et américaines et que Citicorp, à qui elle doit 1.4 milliard de dollars, exige d'être remboursée dès maintenant, la société pourrait très bien sombrer avant que la Chambre ou le comité ait la possibilité d'examiner la question. Nous devons nous pencher sur cette affaire dès maintenant. Cela revêt beaucoup d'importance pour de nombreux aspects de l'économie canadienne ainsi que pour un bon nombre d'industries et de fournisseurs. Cela nous aiderait beaucoup que le ministre nous dise si le gouvernement a l'intention de continuer à dépenser ces sommes énormes sous le couvert du Programme d'encouragement du secteur pétrolier. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre 500 millions de dollars de côté pour tirer Dome du pétrin? Pourquoi le ferions-nous puisque les Japonais prétendent qu'il n'y a pas de pétrole au fond de la mer de Beaufort et qu'ils sont prêts à abandonner un investissement d'un demi-milliard de dollars et à laisser tomber un projet d'exploitation de gaz naturel liquéfié sur la côte ouest parce qu'ils ne croient pas que Dome soit en assez bonne posture financière pour investir dans le programme et le mener à bonne fin? Que pensent les autres créanciers de Dome, c'est-à-dire les banques canadiennes et américaines? Si ces autres créanciers exigent le paiement des dettes de Dome et que celle-ci fasse faillite, qu'arrivera-t-il au Canada? Qu'arrivera-t-il au chantier maritime Davie? Qu'arrivera-t-il aux mines et aux activités traditionnelles de Dome? La question est très grave et nous devons nous en occuper dès maintenant. Il est temps que le ministre dise à la Chambre si des investissements supplémentaires de milliards de dollars ont été effectués comme il avait été convenu dans le cadre du programme. Sinon, nous devrions peut-être songer sérieusement à d'autres façons plus utiles pour les Canadiens de dépenser cet argent supplémentaire, peut-être comme l'ont fait les Japonais. Il est temps de mettre un terme à tout cela.

M. Gray: Je suis ravi de voir le député prêt à lancer une opération massive de sauvetage à l'intention de Dome. Dans sa réponse à ma déclaration relative aux prévisions budgétaires, son bon ami a reproché au gouvernement de trop aider les grandes sociétés. Le député semble maintenant demander au gouvernement de prendre des mesures massives pour en renflouer une. Je serai heureux de transmettre ses instances au ministre des Finances (M. Lalonde) et au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.